

Arrêt

n° 243 529 du 30 octobre 2020
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : **au cabinet de Maître M. VAN LAER**
 Lange Van Ruusbroecstraat 76-78
 2018 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 août 2014, X, qui se déclare de nationalité guinéenne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision déclarant non-fondée une demande d'autorisation de séjour, prise le 30 janvier 2014.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 septembre 2020 convoquant les parties à l'audience du 29 octobre 2020.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A.-S. PALSTERMAN *loco* Me M. VAN LAER, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me L. RAUX *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé en Belgique le 20 avril 2008.

1.2. Le 21 avril 2008, il a introduit une demande de protection internationale qui a fait l'objet d'une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides le 27 août 2008. Le requérant a introduit un recours contre cette décision devant le Conseil de céans qui l'a rejeté par un arrêt n° 34 699 du 24 novembre 2009, la décision attaquée ayant entretemps été retirée.

Le 23 février 2010, le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides a repris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire à l'encontre du requérant. Le requérant a introduit un recours contre cette décision devant le Conseil de céans qui a également refusé de lui

reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire au terme de l'arrêt n° 45 281 du 23 juin 2010.

1.3. Par un courrier daté du 17 août 2009, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9^{ter} de la loi, qui a été déclarée recevable par la partie défenderesse en date du 21 septembre 2010 avant d'être toutefois jugée non-fondée au terme d'une décision prise le 14 mars 2011. Le requérant a introduit un recours contre cette décision devant ce Conseil qui l'a annulée par un arrêt n° 116 328 du 23 décembre 2013.

1.4. Par un courrier daté du 10 août 2010, le requérant a introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9^{ter} de la loi, qui a été déclarée recevable par la partie défenderesse en date du 21 septembre 2010.

1.5. Le 29 septembre 2010, il a introduit une deuxième demande de protection internationale qui a fait l'objet d'une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides le 17 novembre 2010. Le requérant a introduit un recours contre cette décision devant le Conseil de céans qui a également refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire au terme de l'arrêt n° 58 468 du 24 mars 2011.

1.6. Le 6 avril 2011, le requérant s'est vu délivrer un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13^{quintes}) par la partie défenderesse.

1.7. Par un courrier daté du 24 octobre 2012, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9^{bis} de la loi, qui a été déclarée irrecevable par la partie défenderesse au terme d'une décision, assortie d'un ordre de quitter le territoire, prise le 7 mai 2013.

1.8. Le 30 janvier 2014, la partie défenderesse a déclaré non-fondée la demande d'autorisation de séjour visée au point 1.4. du présent arrêt.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Le problème médical invoqué ne peut être retenu pour justifier la délivrance d'un titre de séjour conformément à l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, comme remplacé par l'article 187 de la loi du 29 Décembre (sic) 2010 portant des dispositions diverses.

Monsieur [B.M.D.] invoque un problème de santé, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, justifiant une régularisation de séjour en Belgique. Le Médecin de l'Office des Etrangers (OE), compétent pour l'évaluation de l'état de santé de l'intéressé et, si nécessaire, pour l'appréciation des possibilités de traitement au pays d'origine et/ou de provenance, a ainsi été invité à se prononcer quant à un possible retour vers la Guinée, pays d'origine du requérant.

Dans son rapport du 28 janvier 2014 (joint, sous plis fermé (sic), en annexe de la présente décision), le médecin de l'OE indique que l'ensemble des traitements médicaux et suivi nécessaires (sic) sont disponibles et accessibles au pays d'origine, que l'état de santé du requérant ne l'empêche pas de voyager et conclut que d'un point de vue médical, il n'y a pas de contre-indication à un retour au pays d'origine, la Guinée.

Le rapport de médecin de l'OE est joint à la présente décision. Les informations quant à la disponibilité et à l'accessibilité se trouvent au dossier administratif.

Dès lors, le dossier médical fourni ne permet pas d'établir que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lors qu'il existe un traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne.

Par conséquent, il n'est pas prouvé qu'un retour au pays d'origine ou de séjour soit une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni de (sic) l'article 3 CEDH ».

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1. Le requérant prend un premier moyen libellé comme suit :

“EERSTE MIDDEL: Schending van het artikel 9 ter van de Vreemdelingenwet van 15.12.1980 in samenhang met de beginselen van behoorlijk bestuur, meer bepaald het zorgvuldigheidsbeginsel. Schending van de motiveringsverplichting van artikel 62 van de Vreemdelingenwet en schending van het artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen.

Het zorgvuldigheidsbeginsel houdt in dat de overheid zich op afdoende wijze dient te informeren over alle relevante elementen om met kennis van zaken een beslissing te kunnen nemen. (R.v.St. 11 juni 2002, nr. 101.624.)

“Het zorgvuldigheidsbeginsel legt de overheid de verplichting op haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te stoelen op een correcte feitenvinding (RvS 2 februari 2007, nr. 167 411; RvS 14 februari 2006, nr. 154 954). Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt derhalve in dat de administratie bij het nemen van een beslissing moet steunen op alle gegevens van het betreffende dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken.” (R.v.V. 22 december 2009, nr. 36.480)

Artikel 62, 1ste lid van de Vreemdelingenwet van 15.12.1980 schrijft voor dat de administratieve beslissingen met redenen omkleed worden.

Artikel 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen bepaalt dat de opgelegde motivering in de akte de juridische en feitelijke overwegingen moet vermelden die ten grondslag liggen aan die beslissing, en dat de gegeven motivering afdoende dient te zijn.

Verzoeker stelt vast dat de bestreden beslissing zich baseert op onvolledige en/of verdraaide informatie, zodat de zorgvuldigheidsverplichting geschonden is. Verder is de beslissing onjuist en niet afdoende gemotiveerd.

Verzoeker wenst in hoofddorde op te merken dat in zijn aanvraag vermeld staat dat “de terugkeer zelf naar een land waar verzoeker zo erg geleden heeft reeds een onmenselijke behandeling zou zijn”. Zijn psychiater dr. W. Verbruggen vermeldde dit ook in zijn medisch attest: “Vreest voor zijn leven in Guinée. Een terugkeer zou de angsten veel verergeren.”

Hierop wordt niet geantwoord in de bestreden beslissing. Deze is dan ook niet afdoende gemotiveerd.

De adviserende arts van de Dienst Vreemdelingenzaken bevestigt dat verzoeker lijdt aan het post-traumatisch stresssyndroom en dat deze ziekte beschouwd kan worden als een ziekte die een reëel risico inhoudt voor het leven of de fysieke integriteit als deze niet adequaat behandeld wordt.

De arts, die geen psychiater is, beweert dat er voldoende mogelijkheden tot behandeling zijn in Guinée, met verwijzing naar de MedCOI-databank en naar de websites www.cliniqueambroisepare.com en www.santetropicale.com/guinee/chef/chu/conakry.doc.

De bestreden beslissing sluit zich bij deze bewering aan.

De informatie op deze websites is echter totaal onvoldoende om te kunnen concluderen dat er voldoende behandelingsmogelijkheden zijn voor verzoeker in Guinée.

De laatste link (santetropicale) resulteert enkel in een foutmelding, zodat de informatie niet nagegaan kan worden. De documentatie bevindt zich evenmin in het administratief dossier waarvan verzoeker een kopie heeft opgevraagd.

De Clinique Ambroise heeft een afdeling psychologie en psychiatrie, maar er werkt geen psychiater:

« La clinique Ambroise Paré est une clinique privée à Conakry. Selon les informations obtenues par la clinique, celle-ci ne possède pas de service de psychiatrie, mais des psychologues peuvent se rendre à l'hôpital pour assurer des consultations en cas de besoin. Il faut toutefois signaler que les coûts en clinique privée sont plus élevés que les coûts dans les services publics. Il ne nous a pas été possible de trouver plus d'informations sur les coûts et la qualité des soins dispensés dans cette clinique. »

[http://www.google.be/url?url=http://www.fluechtlingshilfe.ch/herkunftslander/africa/guinea/guinea-
psychiatrische-versorgung-und-behandlung-von-](http://www.google.be/url?url=http://www.fluechtlingshilfe.ch/herkunftslander/africa/guinea/guinea-
psychiatrische-versorgung-und-behandlung-von-)

ptsd/at_download/file&rct=j&frm=1&q=&esrc=s&sa=U&ei=aNj9U-mRFabuyQP1pIHAaw&ved=0CEMQFjAGOAo&usg=AFQjCNE0Y8ptndrH8Fgb0xxqPfca-CL-AQ)
De website <http://www.allianzworldwidecare.com/hospital-doctor-and-health-practitioner-finder?TRANS=Hospitals%2C+Doctors+and+Health+Practitioners+in+Conakry%2C+Guinea&PROVTYPE=PRACTITIONERS&CON=Africa&COUNTRY=Guinea&CITY=Conakry> geeft de namen van de exact vijf (5!) artsen die werkzaam zijn in de miljoenenstad Conakry. Onder hen bevindt zich geen enkele psychiater.

Verzoekers behandelende psychiater, dr. W. Verbruggen, stelt echter in zijn medisch attest dat er wel degelijk opvolging nodig is door een psychiater om het post-traumatische stresssyndroom te behandelen. Hierover zwijgt de bestreden beslissing in alle talen.

Door op deze manier informatie te verdraaien of tenminste foutief te interpreteren is de zorgvuldigheidsplicht geschonden.

De motivering van de bestreden beslissing is dan ook onjuist. Een foutieve motivering staat gelijk aan een gebrek aan motivering.

Tenslotte is het artikel 9 ter van de Vreemdelingenwet geschonden doordat de Dienst Vreemdelingenzaken op een onzorgvuldige en slecht gemotiveerde manier heeft geweigerd dit artikel toe te passen op de situatie van verzoeker.

Samenvattend:

- Volgens het medisch attest van psychiater dr. W. Verbruggen kan verzoeker niet terugkeren omdat zijn ziekte, het post-traumatisch stresssyndroom, in dat geval sterk zou verergeren en kan verglijden naar depressie, suicidaliteit, angstproblemen, toxicomanie
- Bij een eventuele terugkeer zou, aldus hetzelfde medisch attest, steeds psychiatrische en psychotherapeutische behandeling noodzakelijk zijn. Er zijn geen psychiaters in Guinée.
- De gezondheidszorg en infrastructuur in Guinée is totaal ondermaats (zie ook het tweede middel).
- Conclusie: de Dienst Vreemdelingenzaken verdraait informatie of interpreteert deze foutief en heeft zo de zorgvuldigheidsplicht geschonden. Er is geen of tenminste geen afdoende motivering van de bestreden beslissing. Het artikel 9 ter van de Vreemdelingenwet is geschonden ”.

2.2. Le requérant prend un deuxième moyen libellé comme suit :

“TWEEDE MIDDEL: Schending van de artikelen 3 en 13 EVRM. Schending van artikel 47 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie. Schending van artikel 23 en 39 § 1 van de Richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus.

Er bestaat in hoofde van verzoeker als aanvrager van de subsidiaire bescherming omwille van medische redenen een risico op schending van het artikel 3 van het EVRM, in geval van een verplichte terugkeer naar Guinée.

Hij stelt dat hij in Guinée moet vrezen voor onmenselijke of vernederende behandelingen omwille van zijn chronische ziekte, die aldaar niet (goed) behandeld kan worden.

Guinée wordt sinds einde vorig jaar getroffen door de ernstigste ebolaepidemie ooit. De draagkracht van de voordien al zeer gebrekkige gezondheidszorg is zwaar overschreden. Verschillende van de weinige artsen en verpleegkundigen zijn zelf overleden aan de ziekte, en vele van de overgebleven hulpverleners weigeren nog te gaan werken omdat ze bang zijn besmet te geraken. Het aantal overlijdens aan aandoeningen die normaalgezien te verhelpen of te voorkomen zijn, zoals malaria of kraamsterfte, is spectaculair gestegen. (Zie het reisadvies van het ministerie van buitenlandse zaken: http://diplomatie.belgium.be/nl/Diensten/Op_reis_in_het_buitenland/reisadviezen/afrika/guinee/ra_guinee.jsp: “De medische faciliteiten ter plaatse staan momenteel onder grote druk ten gevolge van de Ebola-crisis.”)

Omwille van deze epidemie wordt er momenteel zelfs niet gerepatrieerd naar Guinée.

Al deze elementen zouden in overweging genomen moeten worden bij de beoordeling van het dossier van verzoeker, die psychiatrische hulp en de nabijheid van een ziekenhuis nodig heeft.

Het rechtsmiddel dat gehanteerd wordt door een persoon die zich beroept op het artikel 3 van het EVRM, moet - om effectief te zijn - beantwoorden aan de bepalingen van het artikel 13 van het EVRM. Een controle die „attentif“, „complet“ en „rigoureux“ is, dient verzekerd te worden (EHRM, 21 januari 2011, M.S.S. c. België en Griekenland, §§ 387 en 389; 20 december 2011, Yoh-Ekale Mwanje c. België, §§ 105 en 107).

Verzoeker betwist dat *in casu* de annulatieprocedure voldoet aan de voorwaarden van het artikel 13 EVRM.

Dit artikel stelt het volgende:

“Eenieder wiens rechten en vrijheden, welke in dit Verdrag zijn vermeld, zijn geschonden, heeft recht op daadwerkelijke rechtshulp voor een nationale instantie, zelfs indien deze schending zou zijn begaan door personen in de uitoefening van hun ambtelijke functie.”

Artikel 47 van het Handvest bepaalt het recht op een doeltreffende voorziening in rechte en op een onpartijdig gerecht.

In het arrest 1/2014 van het Grondwettelijk Hof van 16.01.2014 wordt in punt B.8.6. met betrekking tot de procedure van schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid in zaken die vallen onder artikel 39/2, §1, alinea 3 van de Vreemdelingenwet, gesteld dat deze procedure niet kan aanzien worden als een doeltreffende voorziening in de zin van artikel 13 EVRM.

In het zelfde arrest wordt onder de punten B.9.1 – B.12 gesteld dat voor asielzoekers die uit een zogenaamd veilig land komen de annulatieprocedure niet als een doeltreffende voorziening kan aanzien worden en gesteld dat zij, zoals alle asielaanvragers, over een procedure bij volle rechtsmacht dienen te beschikken.

Het arrest van Grondwettelijk Hof inzake “zuivere asielzoekers” zou ook van toepassing moeten zijn op gevallen die de toepassing vragen van het artikel 9ter. Het Grondwettelijk Hof heeft deze vraag al beantwoord in haar arrest 43/2013, maar verzoeker stelt zich thans de vraag of het Grondwettelijk Hof zich niet heeft herzien in haar arrest 1/2014, waarin het Hof van mening is dat de schorsende werking van het beroep zich uitstrekt over alle gevallen van asielaanvragen, inclusief asielzoekers met meervoudige aanvragen, Dublingevallen etc. De redenering die het Hof hanteerde in haar arrest 43/2013 was namelijk *in globo* dat deze aanvragen een zodanig technische antwoord vereisten dat dit antwoord in principe al voldoende had kunnen zijn om geen schorsende procedure te voorzien. Welnu, diezelfde redenering kan ook van toepassing zijn op Dublingevallen, gevallen van veilige derde landen en in mindere mate ook meervoudige aanvragen. Deze drie gevallen hebben immers een uiterst technisch karakter waarbij de beslissing gebaseerd wordt op objectieve criteria.

Verzoeker meent dan ook dat het Grondwettelijk Hof noodgedwongen terugkomt op haar eerdere rechtspraak en volgens verzoeker ook de beroepen tegen weigeringen van verzoeken op basis van het artikel 9 ter van de Vreemdelingenwet als schorsend zal beschouwen.

Een van de in het arrest van het Grondwettelijk Hof besproken aspecten (nl. de annulatieprocedure is geen doeltreffende voorziening) is *in casu* van toepassing. De huidige procedure ressorteert onder het artikel 39/2, §2 van de Vreemdelingenwet daar het gaat om een onderzoek op basis van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet. Dit belet niet dat het principe geformuleerd in het vermelde arrest van het Grondwettelijk Hof hier bij een parallelle interpretatie van toepassing zijn.

Hoewel het arrest van het Grondwettelijk Hof oordeelde in het kader van de beoordeling van een „veilig land“, dient aanvaard te worden dat ook *in casu*, waar het eveneens gaat om de toepassing van het artikel 39/2, § 1 alinea 3 van de Vreemdelingenwet, het gebrek aan een doeltreffende voorziening via de annulatieprocedure dient aanvaard te worden.

Het arrest van het Grondwettelijk Hof verwijst om tot haar beslissing te komen naar de richtlijn 2005/85/EG en inzonderheid artikel 23 en 39, paragraaf 1. Hierin wordt gesteld dat een asielaanvrager die uit één van de landen komt gedefinieerd in artikel 23 een daadwerkelijk rechtsmiddel moet hebben conform artikel 39. Onder artikel 23 vallen niet alleen asielzoeker uit de zogenaamde veilige landen, maar ook asielzoekers die een tweede asielaanvraag doen en volgens verzoeker ook aanvragers van de medische regularisatie - artikel 9 ter van de Vreemdelingenwet - die eveneens een toepassing is van RL 2004/83.

Artikel 23 van de Richtlijn 2005/85/EG stelt het volgende:

Behandelingsprocedure

1. De lidstaten behandelen asielverzoeken in een behandelingsprocedure overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen in hoofdstuk II.
2. De lidstaten zorgen ervoor dat een dergelijke procedure zo spoedig mogelijk wordt afgerond, onverminderd een behoorlijke en volledige behandeling. De lidstaten zorgen ervoor dat, indien er binnen zes maanden geen besluit kan worden genomen, de asielzoeker:
 - a) in kennis wordt gesteld van het uitstel, of
 - b) op zijn verzoek informatie ontvangt over het tijdsbestek waarbinnen het besluit over zijn verzoek te verwachten valt. Die informatie vormt voor de lidstaat geen verplichting ten aanzien van de betrokken asielzoeker om binnen dat tijdsbestek een besluit te nemen.
3. De lidstaten kunnen voorrang verlenen aan de behandeling van ieder geval, dan wel deze behandeling versnellen overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen in hoofdstuk II, ook in gevallen waarin het asielverzoek waarschijnlijk gegrond is of de asielzoeker bijzondere behoeften heeft.
4. De lidstaten kunnen voorts bepalen dat een behandelingsprocedure overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen in hoofdstuk II voorrang krijgt of wordt versneld indien
 - a) ...
 - c) het asielverzoek als ongegrond wordt beschouwd:
 - i) omdat de asielzoeker afkomstig is uit een veilig land van herkomst in de zin van de artikelen 29, 30 en 31 van deze richtlijn, of
 - ii) omdat een land dat geen lidstaat is als veilig derde land voor de asielzoeker wordt beschouwd, onverminderd artikel 28, lid 1, of
 - ...
 - h) de asielzoeker een hernieuwd asielverzoek heeft ingediend zonder ter zake doende nieuwe elementen met betrekking tot zijn bijzondere omstandigheden of de situatie in zijn land van herkomst,

Het artikel 39 van de Richtlijn 2005/85/EG geeft het volgende weer:

Recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel

1. De lidstaten zorgen ervoor dat voor asielzoekers een daadwerkelijk rechtsmiddel bij een rechterlijke instantie openstaat tegen:
 - a) een beslissing die inzake hun asielverzoek is gegeven, met inbegrip van een beslissing:
 - i) om een asielverzoek als niet-ontvankelijk te beschouwen overeenkomstig artikel 25, lid 2;
 - ii) aan de grens of in de transitzones van een lidstaat zoals omschreven in artikel 35, lid 1;
 - iii) om een behandeling niet uit te voeren overeenkomstig artikel 36;
- ...
- c) een beslissing om het hernieuwde verzoek niet opnieuw te behandelen overeenkomstig de artikelen 32 en 34;
- ...
2. De lidstaten stellen termijnen en andere vereiste voorschriften vast opdat de asielzoeker zijn recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel krachtens lid 1 kan uitoefenen.
3. De lidstaten stellen in voorkomend geval voorschriften overeenkomstig hun internationale verplichtingen vast betreffende:
 - a) de vraag, of het rechtsmiddel overeenkomstig lid 1 tot gevolg moet hebben dat asielzoekers in afwachting van de uitkomst in de betrokken lidstaat mogen blijven, en
 - b) de mogelijkheid van een rechtsmiddel of beschermende maatregelen wanneer het rechtsmiddel overeenkomstig lid 1 niet het gevolg heeft dat asielzoekers in afwachting van de uitkomst in de betrokken lidstaat mogen blijven. De lidstaten kunnen ook voorzien in een rechtsmiddel van rechtswege, en
 - c) de redenen om een beslissing krachtens artikel 25, lid 2, onder c), te betwisten overeenkomstig de in artikel 27, lid 2, onder b) en c), bepaalde methode.

Verzoeker bevindt zich, rekening houdende met wat gesteld is in de voormelde richtlijn, in een gelijkaardige situatie als deze waarover het Grondwettelijk Hof oordeelde.

Hij heeft thans geen adequaat rechtsmiddel aangezien de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zijn dossier slechts kan beoordelen conform de stand van zaken op het moment van de beslissing, en de huidige toestand niet mag onderzoeken. De voornoemde bepalingen zijn geschonden.”

3. Discussion

3.1. Sur les deux moyens réunis, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs (voir notamment : C.E., arrêt 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt 87.974 du 15 juin 2000). Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce dernier point, le Conseil rappelle que le contrôle de légalité qu'il est amené à exercer dans le cadre d'un recours en annulation, comme en l'espèce, consiste, d'une part, à vérifier que l'autorité administrative n'a pas tenu pour établis des faits non étayés par le dossier administratif et, d'autre part, à vérifier qu'elle n'a pas donné des faits une interprétation manifestement erronée.

En l'espèce, le Conseil observe tout d'abord que l'affirmation du requérant, selon laquelle la partie défenderesse n'aurait pas pris en considération son constat qu'un retour dans son pays d'origine aggraverait ses peurs et constituerait un traitement inhumain et dégradant eu égard au PTSD dont il souffre, manque en fait, le médecin conseil de la partie défenderesse ayant relevé, dans son rapport du 28 janvier 2014 qui sert notamment de fondement à l'acte querellé, que « Ces demandes confirment la disponibilité des soins psychiatriques et de l'EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing) pour le PTSD ».

Par ailleurs, le Conseil observe que le requérant n'a aucun intérêt aux griefs qu'il formule à l'encontre des informations tirées du site internet « Santetropicale » et de la clinique Ambroise Paré de Conakry qui ne disposerait pas de psychiatres dès lors qu'il ne critique aucunement la disponibilité d'un suivi psychiatrique au sein des « CHU Donka et Ignace Deen ». Il s'ensuit également que le requérant ne peut être suivi en ce qu'il invoque une violation de l'article 3 de la CEDH en cas de retour en Guinée à défaut de prise en charge de sa pathologie.

En termes de requête, le requérant soutient de surcroît que son pays est touché par l'épidémie du virus Ebola ce qui rendra sa prise en charge encore plus aléatoire au regard du manque d'infrastructures et de personnel médicaux. Le Conseil constate toutefois que cet élément est invoqué pour la première fois à l'appui du présent recours et n'a pas été porté à la connaissance de la partie défenderesse de sorte qu'il ne peut lui être reproché de ne pas l'avoir pris en considération avant la prise de la décision querellée. En tout état de cause, cette problématique n'est plus d'actualité à ce jour.

In fine, le Conseil ne perçoit pas l'intérêt du requérant à son argumentation afférente à la procédure en suspension et annulation à défaut pour celui-ci d'expliquer en quoi la dite procédure lui causerait un grief quelconque. Si toutefois, cette argumentation se réfère à l'épidémie précitée, elle est dépourvue d'utilité à défaut d'actualité et d'un ordre de quitter le territoire assortissant l'acte entrepris.

3.2. Au regard de ce qui précède, il appert qu'aucun des moyens n'est fondé.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le recours étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente octobre deux mille vingt par :

Mme V. DELAHAUT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,	La présidente,
--------------	----------------

A. IGREK

V. DELAHAUT